

De Croo crée le malaise à Kinshasa

Le vice-Premier ministre VLD a lancé un réquisitoire contre le régime Kabila, ce samedi dans la capitale congolaise.

Les deux vice-Premiers ministres libéraux Didier Reynders et Alexander De Croo sont pour quatre jours en République démocratique du Congo, pour une visite à l'image de celle qu'ils avaient déjà menée début janvier au Rwanda et au Burundi voisins. A leur agenda figurent des rencontres avec le gouvernement congolais, mais aussi des membres de l'opposition et de la société civile. L'un des thèmes centraux de ces entretiens sera le prochain cycle électoral, qui doit débiter par des scrutins locaux en octobre prochain avant de culminer par une présidentielle et des législatives en novembre 2016.

Ce voyage ne devait pas faire grand bruit, mais c'était sans compter avec le franc-parler peu diplomatique du ministre de la

Coopération Alexander De Croo. Samedi soir, lors du dîner offert par l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa, le libéral flamand s'est lancé dans une diatribe contre le régime de Joseph Kabila. « Nous ne pouvons pas accepter le statu quo des dernières semaines en RDC. Nous ne pouvons pas accepter les arrestations aléatoires, le blocage d'internet et des communications numériques, l'instrumentalisation de la justice, etc. »

Le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders n'était pas présent au moment où Alexander De Croo prononçait cette charge. Certains de ses collaborateurs affirment que s'il avait été là, Reynders aurait tempéré les propos de son collègue. Le lendemain, pourtant, le MR, commentant les déclarations d'Alexander De Croo, déclarait au *Soir* : « On a

exactement la même ligne sur la situation en RDC. Ses propos correspondent à la démarche que nous entreprenons : essayer de voir comment on peut collaborer de manière active avec les autorités congolaises sur certains plans. » De son côté, Alexander de Croo adoptait un langage plus diplomatique. Mais le malaise demeure. ■

Alexander De Croo déboule dans le jeu de quilles congolais

- ▶ Le vice-Premier ministre libéral flamand a lancé une charge inattendue contre le régime Kabila, samedi soir à Kinshasa.
- ▶ Didier Reynders, qui l'accompagne pour une visite de quatre jours en République démocratique du Congo, minimise l'incident.
- ▶ Juste une question de style ? Le malaise demeure...

KINSHASA
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

C'est un voyage qui ne devait pas faire grand bruit. Mais la visite en République démocratique du Congo (RDC) des vice-Premiers ministres libéraux, Didier Reynders et Alexander De Croo, a commencé avec fracas.

La scène se déroule samedi soir dans les magnifiques jardins de la résidence de l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa, Michel Lastschenko. Celui-ci a invité à dîner les membres des deux délégations (Affaires étrangères et Coopération au développement, responsabilités respectives de Didier Reynders et Alexander De Croo). Lorsque les journalistes belges arrivent à leur tour, le vice-Premier libéral flamand se lève pour leur souhaiter la bienvenue. Et il se lance, à la surprise générale, dans un court réquisitoire contre le régime local : « Nous ne pouvons pas accepter le statu quo des dernières semaines en RDC. Nous ne pouvons pas accepter les arrestations aléatoires, le blocage d'internet et des communications numériques, l'instrumentalisation de la justice, etc. »

« Il faut en parler entre partenaires adultes, poursuit-il. Nous devons faire quelque chose avec l'amitié belgo-congolaise qui puisse améliorer la situation de la population congolaise. Il est temps de changer les choses. Et les Congolais doivent être les acteurs de ce changement. »

La charge reflète-t-elle la position du gouvernement belge dans son ensemble ? Didier Reynders n'est plus là, à ce moment-là, pour le dire. Il a un autre engagement, sans doute aussi important que discret, ailleurs dans la capitale congolaise. Du côté de ses collaborateurs, on est catégorique : s'il avait été là, il aurait pris la parole à son tour et tempéré les ardeurs de son coreligionnaire flamand...

« Les Flamands sont comme ça, ils sont plus agressifs sur la RDC, c'est traditionnel, historique », commente un diplomate. Un autre explique : « Nous sommes venus ici maintenant pour assurer l'essentiel, c'est-à-dire que les élections présidentielles aient bien lieu fin 2016, comme prévu, et que la transition démocratique se fasse dans les meilleures conditions possible. Alexander De Croo n'est sans doute pas assez expérimenté, c'est sa première visite au Congo, alors que Didier Reynders est un habitué... »

A la fin du dîner, à l'heure de prendre congé des journalistes, le vice-Premier Open-VLD persiste et signe : « Quand on n'est pas clair, vous nous reprochez de ne pas être clair... »

Dimanche matin, cependant, venait l'heure de la courbe rentrante. Au sortir d'une réunion conjointe avec le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la RDC, Raymond Tshibanda, Alexandre De Croo adoptait un langage beaucoup plus diplomatique, brochant sur le thème de la

« croissance inclusive », qui « va de pair avec les libertés politiques ». Et on laissait entendre, autour de lui, qu'il avait été mal compris par les journalistes...

Quant à Didier Reynders, il minimisait l'incident.

La Belgique est globalement satisfaite des développements récents en République démocratique du Congo sur le plan institutionnel

Reste pourtant un malaise. Sur le fond, la Belgique est globalement satisfaite des développements récents en République démocratique du Congo sur le plan institutionnel : la loi électorale n'a pas été amendée dans un sens qui aurait permis à Joseph Kabila de prolonger son second mandat, et un calendrier électoral très précis a été publié pour cette année et 2016. Ces développements ont été imposés par la rue, mais à un prix : les manifestations de janvier ont fait 27 morts dans le pays, dont 23 à Kinshasa.

« Nous nous félicitons de voir le calendrier électoral, déclarait hier après-midi Didier Reynders. Mais la difficulté tient à sa mise en œuvre. Quel budget faudra-t-il ? Quelles seront les demandes d'aide des autorités congolaises à cet égard ? Nous, nous voulons un processus apaisé, sans atteintes aux droits de l'homme, et conforme à la Constitution. »

Il s'agira d'organiser pas moins de sept scrutins d'ici la date du 27 novembre 2016,

prévue pour la présidentielle et les législatives !

Il est évident que la charge d'Alexander De Croo ne rendra pas plus aisé le dialogue avec les autorités congolaises sur ces questions.

Le président congolais est, du reste, déjà à cran avec ce qu'il considère comme des ingérences étrangères dans les affaires intérieures de son pays. Voici une semaine, il a convoqué une quinzaine d'ambassadeurs - dont l'ambassadeur Michel Lastschenko - pour dénoncer l'attitude de la Monusco, la mission de l'ONU en RDC, qui a refusé de collaborer plus longtemps dans l'est de la RDC avec l'armée congolaise, en raison du passé sulfureux de deux de ses généraux (ré-

cemment nommés, justement pour lancer l'offensive contre les rebelles hutus). La RDC « n'est pas sous la supervision de l'ONU », a alors déclaré Joseph Kabila.

Les reproches du président congolais ne se limitent bien sûr pas qu'au rôle de la Monusco. Joseph Kabila est irrité par l'attitude générale des Occidentaux, qu'il perçoit comme le poussant sans ménagement vers la sortie. Voici une semaine, il a d'ailleurs critiqué l'appui étranger aux ONG et à la société civile congolaises : « Arrêtez d'aider des aventuriers avec l'argent de votre coopération au développement, a-t-il dit aux ambassadeurs, et construisez plutôt des hôpitaux et des routes ! »

Dimanche, après le rendez-vous chez Ray-

mond Tshibanda, Didier Reynders et Alexander De Croo ont vaqué à leurs occupations chacun de son côté, le vice-Premier MR se consacrant pour l'essentiel à des contacts avec les milieux d'affaires belges de RDC.

Ce lundi, les deux responsables belges veront, entre autres, les représentants de l'opposition à Joseph Kabila et la société civile. Et ce n'est que mercredi, après un aller-retour de 24 heures à Goma, dans l'est troublé du pays, qu'ils rencontreront le Premier ministre, Augustin Matata, et éventuellement le chef de l'Etat congolais. A moins que celui-ci n'ait pris ombrage de la charge surprise d'Alexander De Croo... ■

MAROUN LABAKI

Reynders « Exactement sur la même ligne »

Au lendemain de la « charge » d'Alexander De Croo, Didier Reynders a répondu à nos questions.

Est-ce qu'Alexander De Croo n'y a pas été un peu fort, samedi soir ? A-t-il été plus loin que ce qui était convenu entre vous ?

On n'a pas à convenir de quoi que ce soit. On a exactement la même ligne sur la situation en RDC. Ses propos correspondent à la démarche que nous entreprenons : essayer de voir comment on peut collaborer de manière active avec les autorités congolaises sur certains plans. Nous avons vu dimanche Raymond Tshibanda, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération. Nous lui avons donné notre analyse sur tous les sujets. Et nous avons communiqué exactement de la même manière... Nous sommes venus ensemble pour bien montrer que la coopération fait partie de manière active, comme la Défense, de notre

NEWS.

politique étrangère, en particulier dans des pays où se posent des problèmes de stabilité politique, de sécurité et de développement.

Vous avez tout de même dit, vous-même, ce dimanche, que vous pouviez comprendre qu'on interrompe internet pour « éviter des manifestations violentes »...

J'ai dit simplement que j'avais entendu différents avis. J'ai entendu, outre le ministre Tshibanda, des opérateurs économiques belges, et certains d'entre eux hésitent et se demandent si ce n'était pas, malgré tout, une façon d'éviter que les violences ne prennent une ampleur assez catastrophique. C'est de savoir jusqu'où on va. Mais nous sommes confrontés au même problème chez nous, dans la lutte contre le terrorisme, par exemple. Parfois, on va à l'encontre de certaines libertés individuelles, mais jusqu'où peut-on aller ? On doit se poser la question. Et les avis, ici, sont partagés.

Sur le fond, après la publication du calendrier électoral, est-ce qu'on

peut dire que l'après-Kabila a commencé ?

Pour l'instant, nous sommes en train d'essayer d'obtenir des engagements clairs sur une stabilité politique, avec un calendrier électoral et le respect de la Constitution. L'enjeu majeur, ce sont les élections présidentielle et législatives. Aux Congolais de travailler à cela. La communauté internationale veut les aider. Et on verra bien quel sera le résultat des élections.

Est-ce que ce n'est pas aussi votre responsabilité de « scanner » les candidats successeurs possibles ?
Chaque fois que je vais dans un pays, je rencontre les dirigeants, la majorité et l'opposition. Ici aussi. Nous avons régulièrement des contacts avec des leaders. Seront-ils appelés à jouer un rôle demain ? Les Congolais choisiront. ■

Propos recueillis par
M.Li

ALEXANDER DE CROO

Des leçons de diplomatie pour le « chien fou »...

Il y a un mois et demi, lors de sa première mission sur le terrain africain - au Rwanda et au Burundi - en tant que ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo nous avait confié être passionné par ses nouvelles fonctions : « Les discussions politiques touchent à l'essentiel, à la base même de la politique, de la démocratie. » Il avait aussi avoué avoir pris des leçons de diplomatie aux côtés de Didier Reynders, qui en est à son deuxième mandat comme ministre des Affaires étrangères, et qui tempérait le côté « chien fou » piaffant du jeune VLD... « J'apprends énormément de choses à son contact, j'écoute beaucoup, nous expliquait-il. C'est très bien qu'on soit partis ensemble. Les Grands Lacs sont une région essentielle pour la Belgique, c'est bien que nous soyons totalement en accord sur les questions politiques... » Et pourtant, à peine posé sur le sol congolais, le voilà qui attaque au bazooka, lors du dîner offert par l'ambassadeur de Belgique à Kinshasa (photo), le pouvoir en place à Kinshasa. Alors que les propos publics très carrés d'un Karel De Gucht avaient, il y a peu, conduit les relations belgo-congolaises dans une impasse peu productive...

« Alexander De Croo a la fâcheuse habitude de s'enfermer dans des positions dont il est difficile ensuite de sortir sans perdre la face, analyse une observatrice avisée de la vie politique belge. A chaque confection de budget, par exemple, il prend des positions définitives qui se révèlent intenable. Il semble n'avoir pas compris qu'on n'est pas dans un système majoritaire comme en France mais que, en Belgique, on peut avoir des opinions et des idées, mais on doit toujours faire preuve de souplesse parce qu'il faut arriver à un compromis. C'est étrange, parce qu'en interview il est toujours sensé, prudent. Il ne donne pas l'impression de vouloir jouer au mâle dominant, et puis, paf ! Il en dit trop. Récemment, il a par exemple dit qu'il n'était pas question d'une taxe sur le patrimoine ni sur les plus-values. Alors que la présidente de l'Open VLD, Gwendolyn Rutten, a, plus prudemment, dit que la taxe sur les plus-values n'était pas un remède miracle, qu'elle ne rapporterait pas grand-chose, mais sans fermer la porte définitivement... »

Du côté du Premier ministre Charles Michel, on ne fait officiellement aucun commentaire sur l'incident. Mais on semble cependant soulagé de voir que la conférence avec le ministre congolais des Affaires étrangères se soit bien passée. Et Charles Michel a eu, à ce sujet, un échange téléphonique avec Didier Reynders...

VÉRONIQUE KIESEL

JE T'AIME, MOI NON PLUS**Les hauts et les bas des relations belgo-congolaises**

Les relations belgo-congolaises ont ceci de particulier que, malgré les années qui passent et les générations qui se succèdent, elles ne changent guère, ou si peu : les Belges, surtout s'ils sont originaires du nord du pays, se sentent autorisés à utiliser un langage abrupt, à formuler des jugements à l'emporte-pièce, qui leur font certes gagner des points auprès de leur électorat, mais suscitent à Kinshasa des réactions souvent empreintes d'un nationalisme sourcilieux... L'incident provoqué par Alexander De Croo ressemble au remake d'une pièce déjà vue : on se rappelle 1989 et la querelle historique entre le président Mobutu qui clamait à la face de Léo Tindemans : « *J'attendais des amis, j'ai trouvé des comptables* » tandis que, revenant sur ses élans précédents, Wilfried Martens tentait de faire oublier qu'il avait jadis déclaré : « *J'aime ce pays, sa population et aussi ses dirigeants.* »

Quelques mois plus tard, Bruxelles prit prétexte d'un massacre d'étudiants à Lubumbashi pour rompre sa coopération avec le Zaïre. Une décision certes justifiée par la corruption du régime et la lenteur des avancées démocratiques, mais qui entraîna des conséquences désas-

treuses pour la population.

Durant les années 90, cet abandon de notre ancienne colonie ne fut pas sans conséquences pour la Belgique : notre pays se trouva muet et impuissant au cours des tragédies qui se succédèrent dans la région et en particulier les deux guerres du Congo. En 1999, il fallut le retour aux affaires des libéraux francophones et en particulier de Louis Michel, pour que la Belgique reprenne sa place et mette en œuvre une diplomatie active, qui se révéla un facteur de paix dans la région.

Comme souvent, l'embellie ne dura que le temps d'une ou deux majorités : lorsque Karel de Gucht remplaça Louis Michel aux Affaires étrangères, il se mit en devoir, avant même d'avoir attentivement lu ses dossiers, de « parler vrai » dès son arrivée sur les tropiques, n'hésitant pas à dénoncer, depuis Kigali (alors en guerre avec Kinshasa...) l'« absence d'Etat au Congo » et à diffuser des biographies offensantes des principaux dirigeants congolais ! Le président Kabila exigea que la souveraineté de son pays soit respectée et Karel de Gucht fut déclaré persona non grata !

Depuis qu'il est aux affaires, Didier Reynders, lucide mais diplomate, a tenu à s'inscrire dans la ligne de Louis Michel, réussissant - jusqu'à présent - à ce que la Belgique demeure un partenaire écouté lorsqu'il est question de l'Afrique centrale...

COLETTE BRAECKMAN